

175000?  
28-2-95  
AL

PREFECTURE DU BAS-RHIN

CR/CS

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT  
Bureau de l'Environnement et  
des Espaces Naturels

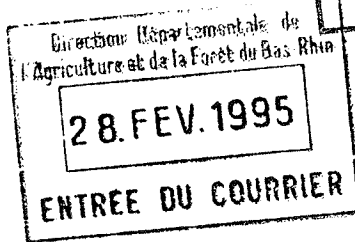
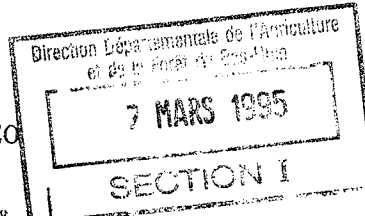
N° .....

Référence à rappeler dans la réponse

Dossier suivi par Mme RIZZO  
Tél. 88.21.62.74

STRASBOURG, le  
5, place de la République  
Tél. 88.21.67.68  
Télécopie : 88.21.61.55

27 FEV. 1995



BORDEREAU D'ENVOI

LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE  
PRÉFET DU BAS-RHIN

à M Monsieur le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt  
2, rue des Mineurs  
67070 STRASBOURG CEDEX

Analyse de l'Affaire	Nombre de pièces	Objet de transmission
<p>INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</p> <p>Commune de DORLISHEIM Société ALPHA - Alsacienne de Propreté SA</p> <p>Arrêté préfectoral en date de ce jour prescrivant le réaménagement des anciennes décharges "ECK" et "DENNI" à DORLISHEIM au lieu-dit "Im Leimenweg" :</p> <p>- ampliation</p>	1	<p>Transmis à titre d'information.</p> <p>LE PREFET P. le Préfet le chef de bureau,</p> <p>Jacques ISNARD</p>

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ESPACES NATURELS

Arrêté préfectoral

imposant à la Société ALPHA, Alsacienne de Propreté S.A.,  
des prescriptions complémentaires relatives au réaménagement  
des anciennes décharges "ECK" et "DENNI" sises à DORLISHEIM,  
lieu-dit "Im Leimenweg"

Le Préfet de la Région Alsace,  
Préfet du Bas-Rhin,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, ensemble le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU notamment l'article 18 du décret susvisé ;
- VU la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 3 octobre 1977, 20 novembre 1980 et 2 mai 1984 relatives à l'aménagement final et aux mesures de surveillance et de contrôle post-exploitation de la décharge contrôlée d'ordures ménagères exploitée par remblaiement des terrains de l'ancienne carrière de la Société ECK Frères de MOLSHEIM sur les parcelles du ban de DORLISHEIM dans la section 8 n° 142, 149 à 158 et 770 partielle, par la S.A. MULTI-SERVICES de MOLSHEIM entre 1974 et 1985 ;
- VU les prescriptions des lettres préfectorales du 6 décembre 1983 et du 22 mars 1990 fixant à la S.A. MULTI-SERVICES de MOLSHEIM les conditions d'aménagement et d'exploitation, respectivement de réaménagement final de la décharge de matériaux inertes exploitée par cette société par remblaiement des terrains de l'ancienne carrière de la Société Henri DENNI et Fils de MOLSHEIM, sur les parcelles dans la section 8 du ban communal de DORLISHEIM, n° 128 à 141 et 143 à 148b ;
- VU la déclaration d'abandon de travaux d'exploitation de carrière présentée le 6 décembre 1993 par la Société ALPHA sur la totalité des superficies des carrières "DENNI" et "ECK" sises au lieu-dit "Altenbergweg", commune de DORLISHEIM ;
- VU la lettre adressée à la Société ALPHA par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace en date du 16 mai 1994, dans le cadre de la déclaration précitée, concernant les travaux d'aménagement restant à réaliser et les mesures de surveillance post-exploitation des sites ;

VU les rapports de l'Inspecteur des installations classées en date de 29 mars 1994 et du 21 novembre 1994 sur les conditions d'aménagement actuelles des deux décharges susvisées et ses propositions de réaménagement final des deux sites ;

CONSIDERANT que l'ancienne décharge "ECK" reste soumise à la réglementation des installations classées (rubrique n° 322-B-2 de la nomenclature), n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté de fin d'exploitation ;

CONSIDERANT que les activités de la S.A. MULTI-SERVICES de MOLSHEIM ont été reprises par la S.A. ALPHA, Alsacienne de Propreté, rue de l'Artisanat à 67640 FEGERSEIM, à compter du 1er juin 1990 ;

CONSIDERANT que la Société ALPHA est spécialisée dans l'enlèvement et le traitement des déchets industriels et ménagers ;

CONSIDERANT qu'il résulte des conditions de situation, d'aménagement et d'exploitation des anciennes décharges "ECK" et "DENNI" et des conditions hydrogéologiques du sous-sol que ces deux décharges ne constituent en fait qu'un seul et unique site pour l'ensemble duquel des mesures doivent être prescrites afin de limiter dangers ou inconvénients vis à vis des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1977 sur les installations classées et à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le rapport et les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 21 novembre 1994 ;

VU l'avis favorable émis à l'unanimité par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 8 décembre 1994 ;

Après communication à la S.A. ALPHA du projet d'arrêté ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

### ARTICLE 1er :

Il est prescrit à la S.A. ALPHA, Alsacienne de Propreté, dont le siège social est situé rue de l'Artisanat, Boîte Postale n° 21, à 67640 FEGERSEIM, représentée par son Président Directeur Général M. André BIRKENSTOCK, dénommée l'exploitant, la réalisation de travaux d'aménagement final et le suivi post-exploitation du site occupé par l'ancienne décharge d'ordures ménagères de DORLISHEIM dite décharge "ECK" et par l'ancienne décharge de matériaux inertes contiguë dite décharge "DENNI", conformément aux prescriptions ci-dessous.

### ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'AMENAGEMENT FINAL DU SITE :

L'exploitant réalisera les travaux suivants dans le cadre de l'aménagement final du site :

2.1 Complément de couverture finale de la décharge "ECK" par apport de terre végétale non loessique ni argileuse, soigneusement nivelée sans compactage sur une épaisseur minimale de 30 centimètres.

- 2.2 Complément du système de drainage des eaux pluviales en limite Nord du site "ECK" avec raccordement à un réseau de collecte des eaux pluviales.
- 2.3 Constitution d'un réseau enterré de drainage et de collecte des eaux pluviales en limite Nord du site "DENNI" et raccordement à un réseau de collecte des eaux pluviales.
- 2.4 Mise en place et entretien d'une couverture végétale permanente sur l'ensemble des sites "ECK" et "DENNI", destinée à limiter l'entraînement des fines par les eaux de ruissellement.
- 2.5 Plantation d'une rangée d'arbres ou d'arbustes le long du chemin vicinal n° 5 dit "Altenbergweg", en limite Sud des sites "DENNI" et "ECK", afin de masquer la différence de niveau entre les terrains des anciennes décharges et les terrains avoisinants ; ces plantations serviront par ailleurs de test vis à vis de la présence de biogaz encore susceptible de diffuser vers les terrains de culture et les zones habitées.

#### ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX CONTROLES ET A LA SURVEILLANCE POST-EXPLOITATION DU SITE :

L'exploitant réalisera les mesures suivantes :

- 3.1 Poursuite jusqu'à épuisement du pompage de l'eau stagnant sous la masse des déchets au point bas de l'ancienne décharge "ECK" et élimination des eaux pompées dans une installation de traitement habilitée.
- 3.2 a) Reconstitution du réseau de surveillance piézométrique constitué par 4 piézomètres dont un piézomètre témoin en amont du site, deux piézomètres en aval immédiat et un piézomètre en aval éloigné ;  
b) poursuite du contrôle de la qualité des eaux souterraines selon une fréquence semestrielle, les analyses portant sur les paramètres suivants : pH, DCO (ou COT), TH, TAC, conductivité, chlorures, sulfates, ammonium, nitrites, nitrates, phosphates, hydrocarbures, phénols, cuivre, plomb, zinc, cadmium, chrome, mercure, nickel, arsenic, cyanures et composés organochlorés adsorbables sur charbon actif.
- 3.3 Réalisation d'une étude destinée à confirmer ou infirmer la nécessité du maintien d'un réseau de puits de décompression pour le drainage et l'élimination du biogaz.

#### ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION DES PRESCRIPTIONS SUSVISEES :

Un délai de trois mois maximum est proposé pour l'application des prescriptions relatives aux points 2.5, 3.2 et 3.3 susvisés, un délai de six mois maximum est proposé pour l'application des prescriptions relatives aux points 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 susvisés.

#### ARTICLE 5 :

Le permissionnaire devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la Mairie de DORLISHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 7 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

ARTICLE 8 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,  
Le Maire de la Commune de DORLISHEIM,  
Les Inspecteurs des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société.

STRASBOURG, le 27 FEV. 1995

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Pierre GUINOT-DELERY

POUR AFFICHER  
P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,  
P. Le Chef de bureau

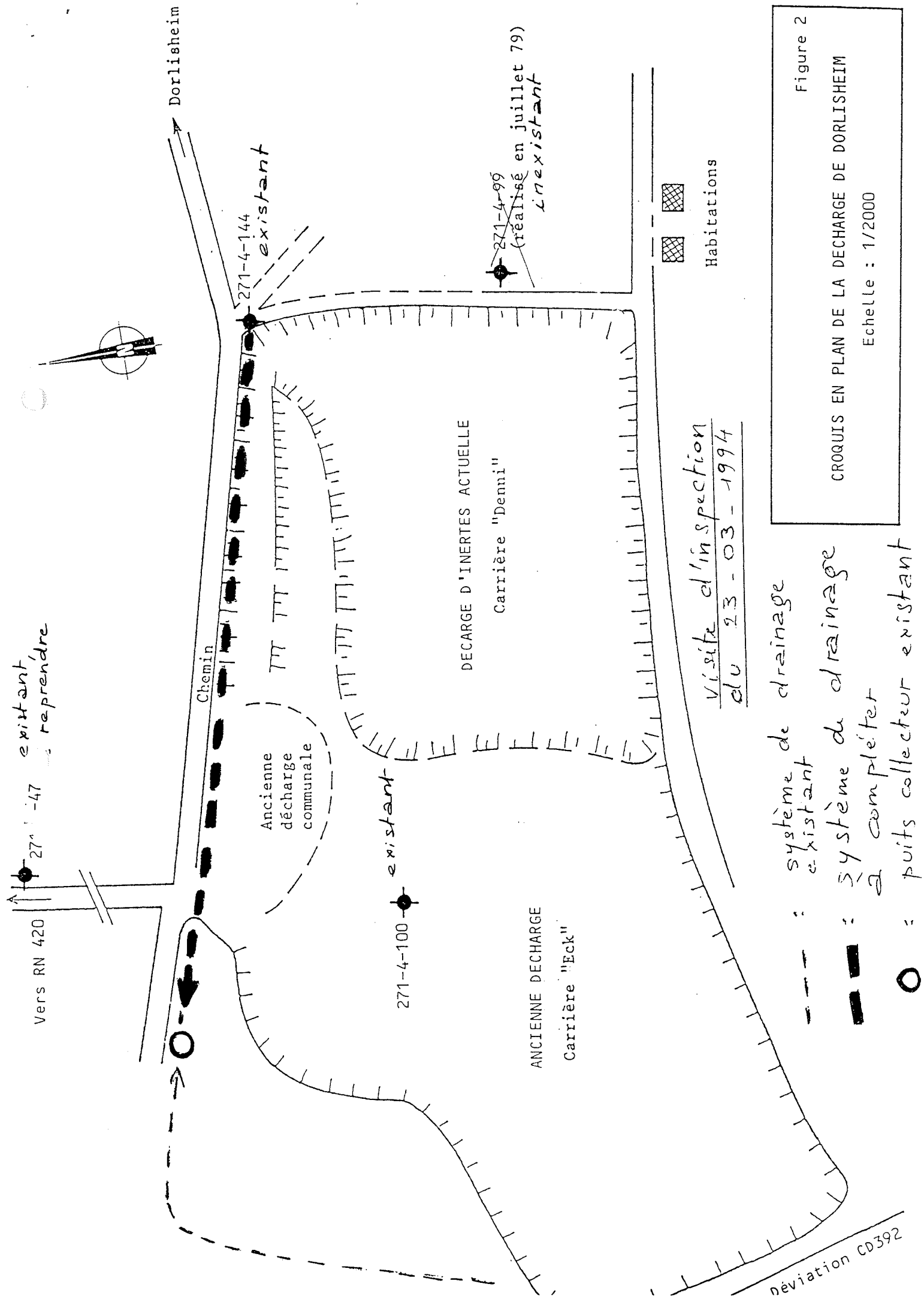


Corinne BOTLONG



Délai et voie de recours :

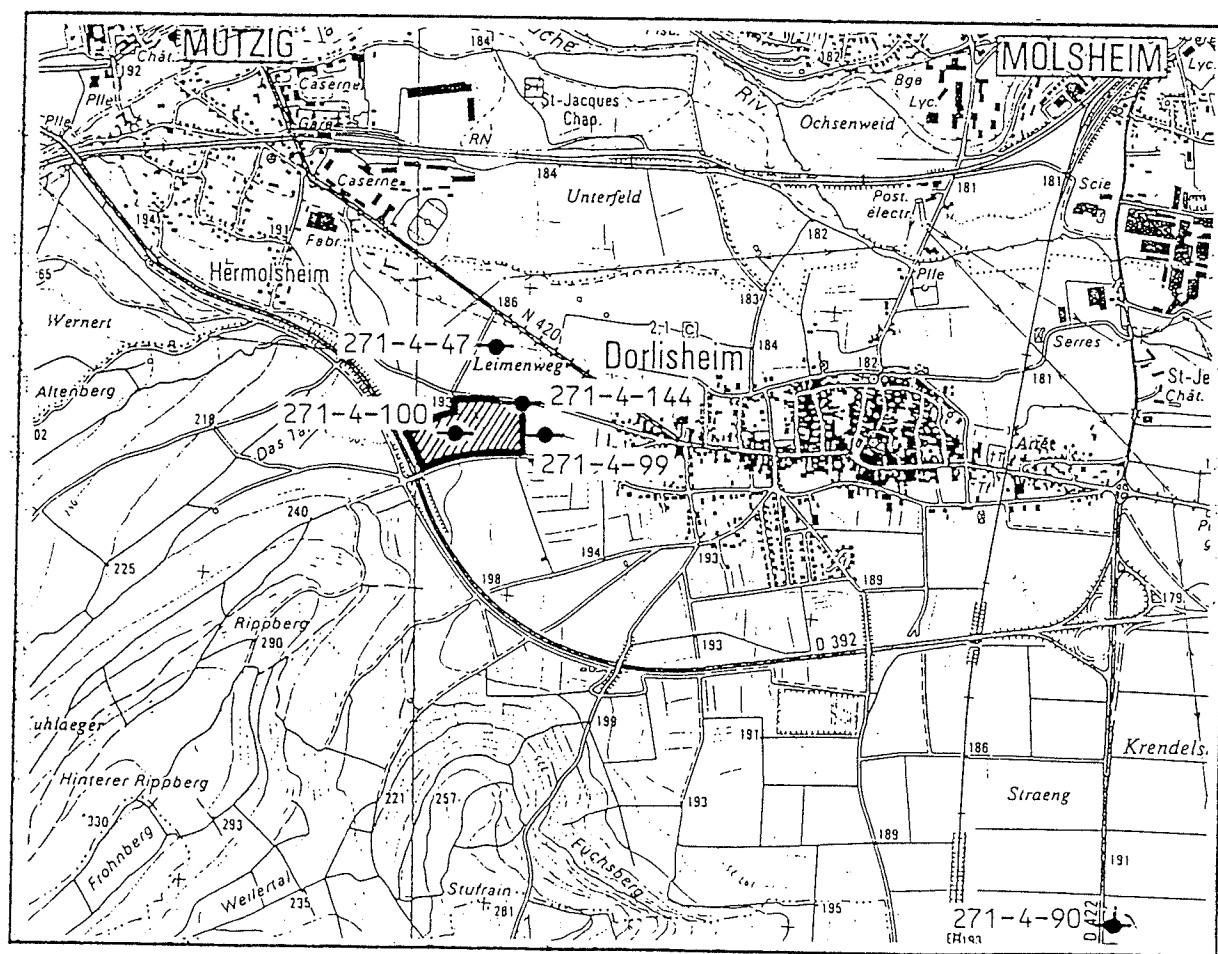
(article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement)  
La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.  
Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.  
Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.



DECHARGE DE DORLISHEIM

CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX  
DE LA NAPPE

## - PLAN DE SITUATION GÉNÉRALE -



Echelle: 1/25.000